

SECTION DES LANDES

CTL DU 19 JUIN 2019

Déclaration liminaire

Monsieur le Président,

Pour **F.O.-DGFIP 40**, le projet de géographie revisitée acte le démantèlement généralisé des services et alerte les personnels sur la violence des réformes en cours à la DGFIP. Le projet de géographie revisitée aboutira inévitablement à de la mobilité forcée pour les agents.

Ce projet ne poursuit qu'un seul objectif : supprimer des emplois en abandonnant des structures et des missions.

FO-DGFIP 40 dénonce une communication ministérielle mensongère visant à faire croire, à nos concitoyens et aux élus locaux, que l'on remettrait du service public là où il n'y en a plus.

Ajouté à la « promotion » des agences comptables, à l'arrivée de l'intelligence artificielle dans le contrôle fiscal et à une potentielle agence unique de recouvrement des recettes fiscales et sociales, ce projet poursuit deux objectifs : supprimer des emplois et abandonner des missions.

La réalité sera toute autre. Les premières annonces dans les directions locales présentent un réseau dont le nombre d'implantations est divisé par 3, voire 4, toutes missions confondues.

Il s'agit avant tout d'afficher une présence ponctuelle et parfois mobile, en lieu et place des services existants de plein exercice.

Dans le secteur public local, les projets de services de gestion comptable, comme celui des agences comptables ne visent qu'à en finir avec la séparation ordonnateurs / comptables, et la responsabilité personnelle et pécuniaire du comptable public.

Dans les missions fiscales, la loi ESSOC, dont l'inauguration à grand renfort de publicité du site « oups.gouv.fr » consacrant le droit à l'erreur, va modifier et compliquer l'exercice des différents contrôles.

FO-DGFIP 40 réfute les arguments selon lesquels le projet de loi de transformation de la Fonction Publique aurait pour effet de la rendre plus moderne et plus réactive.

Au contraire, l'objectif est de créer un « système des dépouilles » à l'américaine où les fonctionnaires ne seraient plus au service de la collectivité publique, mais des politiques du moment.

À travers le recrutement de contractuels et la rupture conventionnelle envisagée, ce sera la boîte à outils permettant d'exercer toutes sortes de pressions sur les fonctionnaires.

Pour **FO-DGFiP 40**, c'est le modèle républicain qui est remis en cause ; c'est inacceptable !

Depuis trop longtemps, la DGFiP est « exemplaire » en termes d'absorption des suppressions d'emplois et des diminutions de moyens.

Les attaques contre les services, les personnels et leurs représentants sont d'une violence sans précédent. La mobilisation ne doit donc pas s'arrêter, mais au contraire, s'amplifier.

FO-DGFiP 40 appelle les personnels à s'opposer avec force à ces projets et à ne pas se résigner pour obtenir le retrait des plans DARMANIN et DUSSOPT.

Par tous les moyens à notre disposition, c'est une bagarre sans précédent que nous devons mener sur tous les fronts : élus locaux, usagers, opinion publique, proches, la grève demeurant le seul moyen d'obtenir satisfaction.

Collectivement, nous devons résister, sinon nous serons sacrifiés pour l'exemple.

La DGFiP est un maillon essentiel du fonctionnement de l'Etat républicain. Défendre la DGFiP, c'est défendre la République.